

22, v'la la BAG !



Il était une fois un gouvernement au service du patronat et de la finance, élu à par défaut, en mission commandée pour détruire systématiquement l'ensemble des droits et conquies des salariés.

Rien ne devait y échapper, finissant avec un zèle inégalé, ce que plusieurs de ses prédécesseurs avaient commencé lentement mais sûrement à détricoter. Tout devait y passer, les services publics, l'industrie française, la protection sociale... jusqu'à vendre aux enchères le mobilier national.

Pour cela, il lui fallait remettre en cause le Code du Travail, les Conventions Collectives, les Branches professionnelles et bien sûr, les Institutions Représentatives du Personnel.

Leurs représentants, les syndicats, renommés tantôt les partenaires sociaux, les corps intermédiaires ou autres appellations occupés par le sacro-saint dialogue social, devenaient des professionnels au même titre que les salariés devenaient des collaborateurs...

Certains pourtant, résistaient encore et toujours au rouleau compresseur estimant fort à propos que la lutte des classes n'avait jamais été autant d'actualité que dans cette période de libéralisme financier...

Ces derniers, attachés aux valeurs fondatrices du syndicalisme, ne cessaient de revendiquer à l'inverse du capitalisme ambiant, une autre distribution des richesses au service de l'intérêt général et non pas des premiers de cordée.

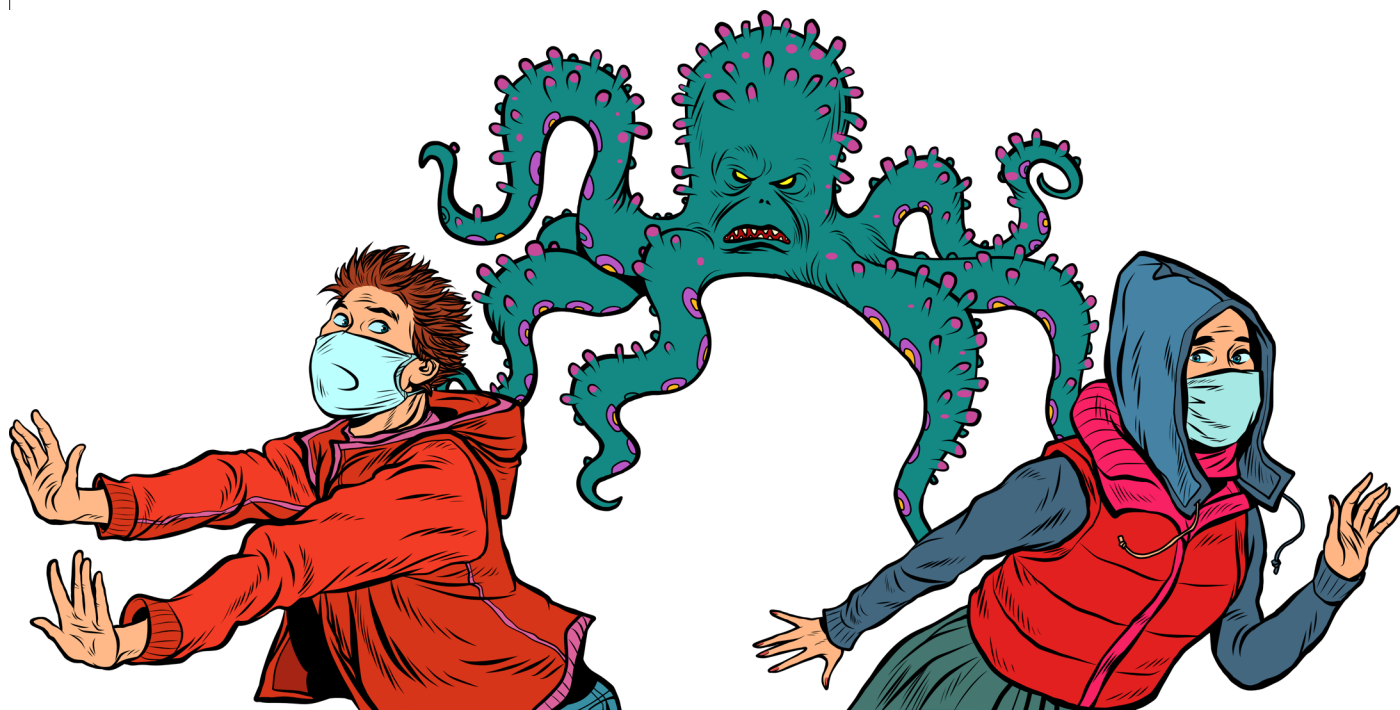
Fort du constat d'un détournement massif de la production des travailleurs plombant le niveau des salaires, et engendrant chômage et précarité, ces indéfectibles preneurs d'otages et grévistes invétérés rêvaient d'une autre société, solidaire, et égalitaire, juste et permettant à chacun de faire face aux aléas de la vie de la naissance à la mort.

Fortement attachés à la protection sociale et à son pilier la Sécurité sociale, issue du Conseil National de la Résistance, ils n'ont jamais toléré que soient reniés les conquêtes de la Sécurité sociale et ont défendu à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès...

Malgré cela, et par la force d'inertie des uns ou la complicité active des autres, ce bel édifice au service des travailleuses et des travailleurs était de plus en plus menacé par les coups de pioches incessants des pourfendeurs des jours heureux.

Et pourtant, à chaque crise du système d'exploitation capitaliste, quand bien même s'il s'agissait de son inefficacité à combattre un virus, la protection sociale a toujours été mise en avant pour son rôle primordial d'amortisseur social.

Le comble de la récupération politique était d'ailleurs atteint par le dernier président en fonction qui après avoir confirmé par sa politique de casse du régime général, de l'assurance chômage, du système de retraite, avoir fait charger la police et les CRS sur celles et ceux qui manifestaient, semblait par la crise du coronavirus, découvrir les bienfaits de notre système de protection sociale et de santé ainsi que de son personnel.



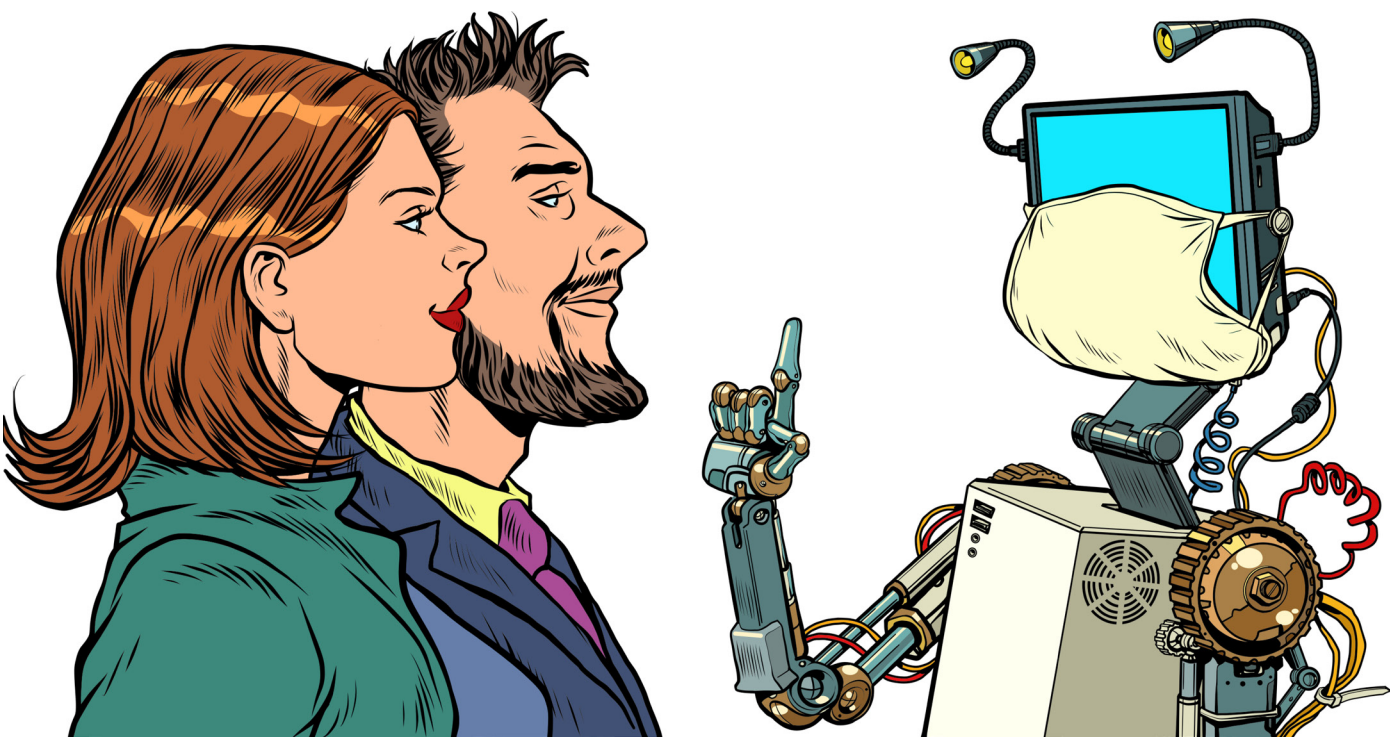
Un léger moment d'absence télévisuelle bien calculé, et vite oublié lorsqu'il a fallu remettre bien vite tout le monde au travail avant que les profits des actionnaires des groupes du CAC 40 ne soient mis en danger par la préservation farfelue de la vie des travailleuses et des travailleurs face à la Covid-19.

Ainsi, afin d'éviter d'avoir à tester l'ensemble de la population, comme d'autres pays l'ont fait avec un certain succès, au risque de voir une grande partie de cette armée besogneuse être positive à l'isolement, et donc dans l'incapacité de relancer l'économie, il invente un dispositif de brigade d'anges gardiens chargée la main sur le cœur de détecter le virus jusque chez ces voisins croisés la veille dans l'escalier.

Si, par la même occasion, tout cela pouvait permettre la constitution d'un ou deux fichiers qu'il pourrait demain gentiment mais discrètement refiler à ses copains les assureurs et autres organismes de complémentaire santé, qui louchent depuis fort longtemps sur les données de santé des français, il ferait d'une pierre, deux coups.

Evidemment, pour éviter que cela soit trop voyant et faire passer la pilule du contrôle social ainsi mis en place, il met à contribution le personnel de la Sécurité sociale, qu'il avait oublié être compétent sur la prévention des risques sanitaires depuis plus de 55 jours, en jouant la carte sentimentale d'une unité nationale nécessaire au combat engagé contre l'affreux virus...

Dans sa largesse, il en profite pour mettre à mal le respect du secret médical mais également celui des instances représentatives du personnel consultées à la va-vite alors que la loi était encore en discussion à l'Assemblée Nationale. Il n'hésite pas non plus à exploser les accords sur le temps de travail, en faisant bosser les salariés, sept jours sur sept.



Bien sûr, le dispositif repose sur la base du volontariat, enfin dans les faits parce que dans la réalité, ce n'est pas la même musique partout, surtout si vous avez un contrat précaire ou un salaire gelé depuis plusieurs années.

Même le Conseil Constitutionnel a été obligé de retoquer une partie du dispositif, qui est aussi décrié par un certain nombre de médecins se voyant transformés en grands dénonciateurs de leurs patients et du reste du village qui n'aura pas eu les moyens de se tester tout seul !

Rien dans ce dispositif n'est rassurant sur ce qui se prépare dans la transformation de la protection sociale et du système de santé, ou sous le visage bienveillant des anges, se cache comme à l'accoutumée une vraie stratégie de détricotage du modèle social.

La Sécu, Oui La prévention, Oui Le traçage et le fichage, Non...

